

TIZI-OUZOU

Un projet porteur d'espoir à Boghni

La zone d'activité de Boghni est désormais fin prête pour accueillir les investisseurs, avec toutes les commodités nécessaires pour le démarrage de leur activité, a indiqué Tahar Yahiaoui, président de l'APC de Boghni, précisant que le problème de l'alimentation électrique qui bloquait l'exploitation du site a été résolu par son exécutif.

«L'activité de la zone industrielle aurait dû démarrer depuis au moins deux ans, lorsque les derniers travaux de pose des poteaux, pour l'éclairage du site, avait été achevés. Mais l'opposition d'un citoyen contre le passage de la ligne sur sa propriété a bloqué le projet.» L'actuel exécutif à majorité relative FLN, avec 5 sièges auxquels s'est allié l'élu du PT pour former une majorité absolue dès les premiers jours qui ont suivi l'élection du P/APC, a contourné le problème en obtenant d'un autre citoyen l'autorisation d'utiliser sa parcelle.

A ce propos, M. Yahiaoui a salué les autres formations (FFS, RCD, RND) pour «avoir convenu de l'union des efforts, en s'impliquant dans les différentes commissions». Sur le site, à la sortie ouest de la ville, sur la route menant à Draâ El Mizan, nous avons rencontré le responsable de la Sorel, entreprise de réalisation électrique, qui a confirmé la mise en service de l'énergie électrique de la zone industrielle pour «au plus tard le 25 février».

Conçue à la fin des années 1980 pour piloter le développement économique de la région, grâce notamment au nombre d'industriels et d'investisseurs importants que recèle cette dernière, la zone d'activité n'a

facteurs à introduire dans toute éventuelle réévaluation. » Depuis, l'affaire en est restée là, les deux parties campant sur leur position.

De sorte que l'engouement qui avait suivi l'achat des lots par les investisseurs s'est dissipé au fil des ans face à l'inertie. Bon nombre de ceux qui y avait cru furent contraints, de guerre lasse, soit de revendre équipements et machines ou encore de délocaliser leurs projets vers d'autres régions plus accueillantes.

Aujourd'hui, ce qui n'était que colline commence tout de même à ressembler à une zone d'activité avec son château d'eau, son éclairage et ses allées goudronnées. Mais les lots certes délimités sont encore nus, pour la plupart, même si quelques travaux de terrassement entamés çà et là puis abandonnés peuvent laisser penser que quelques usines ne tarderont pas à être érigées. Ils sont concrètement quatre investisseurs à avoir entamé timidement à l'aide d'un groupe électrogène leur

activité. «Nous avons investi des milliards depuis 2003 pour la construction, tellement les lieux sont accidentés ; toutes les machines sont installées. Mais sans l'électricité nous ne pouvons démarrer l'exploitation et notre activité se limite à procéder aux essais», déplore un responsable de Metasoud, une entreprise spécialisée dans la transformation de l'acier, qui aura à produire du fil d'attache métallique.

Celui-ci a lancé son premier projet au début des années 2000 de production de treillis-soudé, implanté à Boghni sur la route de Béni-Mendès. L'exploitation maximale de la zone d'activité de Boghni aura des retombées économiques évidentes grâce au nombre important d'emplois qu'elle pourrait générer. Il reste donc aux nombreux investisseurs qui ont toujours manifesté leur intérêt pour le développement de la région à concrétiser l'implantation de leurs projets dans la zone d'activité de Boghni, maintenant que son exploitation n'est plus un vœu pieux.

Ahmed M.

ELLE SE JETTE DU 9^E ETAGE

Une femme met fin à sa vie à Blida

Une femme âgée entre 35 et 40 ans, dont le corps n'a pas encore été identifié, a mis fin, hier, à sa vie en se jetant du 9^e étage d'un bâtiment situé à la cité Ben-Boulaïd à Blida. Fouillant son sac pour trouver une quelconque trace de son identité, les policiers n'ont trouvé que quelques bonbons et une pièce de 100 DA.

Le corps de la victime a été aussitôt transféré à la morgue de l'hôpital Frantz-Fanon en attendant que ses parents réagissent.

Rappelons qu'il y a 15 jours, un suicide a eu lieu au même endroit

M. B.

SIT-IN DES ADJOINTS D'ÉDUCATION DE AÏN-TÉMOUCHENT

Ils refusent la nouvelle classification

Une soixantaine d'adjoints d'éducation représentant la Coordination nationale des adjoints d'éducation, affiliée au SNTE, ont observé, lundi après-midi, un sit-in devant le siège de la Direction de l'éducation de Aïn-Témouchent.

Après une attente d'une vingtaine de minutes, les membres de la Coordination des adjoints d'éducation ont délégué leurs

représentants pour remettre à la directrice de l'académie un document contenant tous les points relatifs à leur mouvement de protestation et dans lequel on lira, entre autres, la révision du statut des adjoints d'éducation, qui faut-il le rappeler, sont classés à la catégorie 7 après qu'ils eurent été à la 10, le droit à la promotion à un poste d'adjoint d'éducation principal et de conseiller d'éducation. La réduction des heures de service à 28 heures par semaine, le droit à la formation à l'instar des

autres catégories du même secteur, ainsi que le droit à la participation à tout ce qui concerne leur vie professionnelle, sont également les revendications des protestataires. Après la remise de leur plateforme de revendications, les protestataires se sont dispersés en promettant de durcir leur mouvement si les pouvoirs publics ne tiennent pas compte de leurs doléances, quitte à boycotter les examens du BEM et du bac de l'année en cours.

S. B.

SAÏDA

3 416 caisses de boissons alcoolisées saisies

Les éléments de la brigade de Gendarmerie nationale de la daïra de Sidi Boubekeur ont, au cours d'un contrôle routinier, sur le tronçon Saïda-Mascara, intercepté deux citoyens, âgés respectivement de 25 et 29 ans, à bord d'un véhicule de marque Mazda.

La fouille des gendarmes a permis de mettre la main sur 3 416 bouteilles de boissons alcoolisées d'une valeur de 408 000 DA.

Cette marchandise était destinée aux vendeurs clan-

destins, qui sont de plus en plus nombreux dans la wilaya de Saïda à exercer ce commerce juteux. A noter que cette arrestation n'est pas la première du genre. Saïda vit encore, contrairement à

d'autres wilayas avoisinantes comme Mascara ou Sidi Bel-Abbès, toutes les deux distantes de moins de 90 km, une période d'anachronisme en matière d'application des lois relatives à la prohibition de boissons alcoolisées. Une loi caduque décrétée par les responsables locaux de l'époque et qui n'est pas près d'être abrogée.

C'est qu'à Saïda, on ne se cache plus aujourd'hui pour se

procurer sa bouteille de vin ou son quart de Dobanis. Ce n'est un secret pour personne, l'alcool coule à flots, si bien que dans les quartiers de la ville, le vendeur de boissons alcoolisées vous fait des clin d'œil pour venir acheter du vin et autres spiritueux.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, Saïda constate quotidiennement les bootleggers des temps modernes.

M. Amine

BOUIRA

Conférence-débat avec les moudjahidine

A l'occasion de la célébration du mois de mars, mois des martyrs de la Révolution et des Accords d'Evian, le bureau de wilaya de l'ONM a organisé, ce lundi, au niveau du Musée du moudjahid, plusieurs activités dont la plus en vue est celle relative aux témoignages des moudjahidine encore vivants sur leurs hauts faits d'armes pendant la Révolution.

Ainsi, en présence du P/APW et de plusieurs directeurs de l'exécutif, les centaines de lycéens et de citoyens ont eu droit à des témoignages émouvants relatés avec force détails par ceux qui les ont vécus, comme Abdi Salah, responsable de l'ONM au niveau de la wilaya, le commandant M'hamed Dir, responsable de zone dans la Wilaya IV historique, Ahmed Rekhouane, membre du bureau national de l'ONM, Draïli, responsable de zone, et tant d'autres moudjahidine qui étaient présents mais qui ne pouvaient intervenir vu le manque de temps. Toujours est-il, les intervenants, en particulier *ammi* Salah Abdi, ont eu à clarifier beaucoup de choses pour les lycéens, notamment en leur rappelant le sacrifice suprême des chouchada qui ont payé de leur vie pour l'indépendance du pays, mais aussi le serment qui a été fait par les survivants dont il font partie et qui ont toujours honoré ce serment en défendant les droits des veuves de chouchada et de leurs fils, mais surtout la mémoire de ces chouchada contre toute tentative de la souiller ou de la ternir.

Pour sa part, le commandant Si M'hamed Dir a parlé de la fameuse nuit du 18 au 19 mars 1962 et l'état d'esprit des moudjahidine dont il faisait partie. Comment ils attendaient le discours du président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), Benyoucef Benkhedda, qui a annoncé le cessez-le-feu bilatéral entre l'Algérie et la France, comment ils se sont démenés pour faire parvenir cette information chez l'ensemble des combattants pendant la même nuit et à des centaines de kilomètres en l'absence de moyens de télécommunications existants aujourd'hui.

Il dira que cela s'était fait en relayant les émissaires qui parcouraient chacun une dizaine de kilomètres avant de la transmettre verbalement et ainsi de suite. Durant les débats, les confrenciers ont répondu aux questions des lycéens mais aussi des journalistes concernant d'abord le choix du mois de mars comme mois des martyrs.

A cette question, tant le commandant M'hamed Dir que Salah Abdi ont rappelé que durant toutes les années qu'a duré la Révolution, chaque mois de mars au sortir de l'hiver, les troupes françaises, sachant que les moudjahidine allaient nécessairement se manifester pour s'approvisionner après l'épuisement du ravitaillement pendant les longs mois d'hiver, redoublaient d'embuscades et autres patrouilles en surprenant, le plus souvent aidés en cela par des mouchards et autres traîtres et gomis, les moudjahidine. Des combats faisaient rage et les moudjahidine qui manquaient de moyens tombaient au champ d'honneur par milliers. Et pour étayer leurs dires, ils citeront la mort des deux grands martyrs et responsables de la Révolution qu'étaient les colonels Amirouche et Si El Haouès dans les environs de Boussaâda un certain 28 mars 1959, et à l'échelle locale le commandant Si Lakhdar, mort le 5 mars 1958 à Béni Slimane.

Par ailleurs, les deux confrenciers parleront longuement des Accords d'Evian qui ont marqué le cessez-le-feu, en rappelant le long processus qui a abouti à leur signature, l'achoppement pendant quatre ans à cause de l'entêtement et les tentatives de la France de dissocier le Sahara de l'Algérie et le refus catégorique des moudjahidine et des négociateurs qu'étaient Krim Belkacem, Saâd Dahleb, Rédha Malek et tant d'autres ; la politique de la terre brûlée adoptée par les colons et les harkis qui avaient voulu saper les Accords surtout durant la période de transition, c'est-à-dire entre le 19 mars 1962 et le 2 juillet 1962, date du référendum pour l'autodétermination du peuple algérien qui avait voté massivement pour l'indépendance avec un taux de plus de 99%, etc.

En somme, pendant près de trois heures, les présents appartenant aux générations montantes, ont véritablement communiqué avec les moudjahidine encore vivants qui étaient du temps de la Révolution des jeunes âgés d'à peine 20 ans pour la plupart.

Les moudjahidine, ovationnés par l'assistance, ont dit toute leur fierté d'appartenir à ce pays qui a su enfanter des cadres, des savants, des médecins et des professeurs pour prendre ses destinées entre leurs mains, alors que pendant plus de 132 ans, la France avait essayé d'anéantir et d'aliéner l'identité de l'Algérien en lui déniaient ses droits les plus élémentaires, notamment celui de l'accès à l'éducation, celle avec laquelle les peuples s'éclairent et s'épanouissent.

Notons à la fin qu'outre ces témoignages, une pièce théâtrale sur les chouchada et un récital de poésie dédié aux chouchada et aux moudjahidine ont été programmés pour l'après-midi.

Y. Y.